

*Les subsides*

régionale et les deux faits suivants? Premièrement, en 1971-1972, les dépenses consacrées à l'expansion régionale constituaient 1.8 p. 100 du budget fédéral total. Or, cette proportion a baissé régulièrement depuis lors à tel point qu'en 1983-1984, elle n'est plus que de .6 p. 100. Deuxièmement, et puisqu'il a mis l'accent sur les ministères d'exécution, le gouvernement a réduit régulièrement ses subventions à la région de l'Atlantique notamment, dans le cas des ministères des transports et de la santé. Le ministre devra concilier son affirmation avec l'élimination, en 1982, des recettes garanties dans le cadre du financement des programmes établis, ce qui a coûté aux provinces de l'Atlantique près de 90 millions de dollars par année en recettes qu'elles auraient autrement obtenues.

Il devra également la concilier avec l'application du programme des 6 et 5 p. 100 aux crédits affectés à l'enseignement postsecondaire dans le cadre du financement des programmes établis en 1982-1984 et 1984-1985, laquelle a coûté aux provinces de l'Atlantique 30 autres millions de dollars.

Le ministre est-il prêt à avouer au Parlement et, par le fait même, aux habitants de la région de l'Atlantique, que le gouvernement, malgré les crédits qu'il a consacrés à des projets comme le déménagement du ministère des Affaires des anciens combattants et les subventions qu'il a accordées pour des projets comme le Collège vétérinaire de la région de l'Atlantique, a constamment donné d'une main et repris de l'autre?

● (1200)

**M. Johnston:** Monsieur le Président, je ne le reconnais pas du tout. La principale aide que les régions reçoivent est constituée, bien entendu, par les transferts effectués en vertu de la loi sur les arrangements fiscaux dont nous n'avons même pas parlé aujourd'hui. Nous nous sommes plutôt penchés sur le Fonds régional. Ce fonds, bien entendu, est administré par le Comité de l'expansion économique régionale. Nous parlons ici des engagements qui relèvent de ce fonds.

Le député a comparé, toutes proportions gardées, les crédits budgétaires accordés à l'heure actuelle par rapport à 1971 ou je ne sais quelle autre période. Il a peut-être raison; je n'ai pas les chiffres en main. Et alors? Voyons ce que nous consacrons au service de la dette en 1971. Ces montants font maintenant partie de notre budget. Sauf erreur, des 98 milliards de dollars prévus dans le budget principal des dépenses de 1984-1985, 20 milliards de dollars iront au service de la dette. On peut, certes, parler de diminution à tous les postes du budget gouvernemental total. Ce n'est pas en jouant avec les chiffres de cette façon que l'on peut arriver à quelque chose. Il s'agit plutôt de savoir si on a pris ou non des engagements toujours plus grands en matière d'expansion régionale grâce à des changements structurels et à une augmentation des crédits au fil des ans.

Je tiens à dire au député que, selon moi, les preuves sont évidentes. Il est clair, à la lumière des chiffres que j'ai en main au sujet du Fonds régional, que les crédits accordés aux régions n'ont pas baissé, et je ne parle même pas ici des autres mesures prises par les ministères d'exécution.

Il a parlé d'une réduction des subventions. Que fait-il de la multitude de programmes gouvernementaux qui sont utiles à la région de l'Atlantique ainsi qu'à d'autres régions? Que fait-il des pêches de l'Atlantique? Devrait-on parler des crédits consacrés à la restructuration du secteur de la pêche au titre de l'expansion régionale? La mise en œuvre du rapport Kirby a

coûté 198 millions de dollars. Je n'en ai pas parlé ce matin. Ne nous lançons pas dans une bataille de chiffres de ce genre.

**M. Crosbie:** Monsieur le Président, le ministre a recours évidemment à des raisonnements spéciaux. Il refuse d'accepter le fait que la proportion du budget consacrée à l'expansion régionale est tombée au niveau inacceptable de 0.6 p. 100. Permettez-moi de signaler au ministre qu'en 1979-1980, notamment, le gouvernement a consacré 76.2 millions de dollars à l'expansion économique régionale à Terre-Neuve. C'est la plus grosse somme que le gouvernement ait dépensée à Terre-Neuve depuis que ce programme existe.

L'année suivante, les dépenses sont tombées à 46.5 millions de dollars et un an plus tard, à \$36.8 millions. En 1983-1984, c'est-à-dire l'année dernière, le gouvernement n'a dépensé que 31.4 millions de dollars en dépit de l'inflation. Et cette année, il ne dépensera que 28 millions de dollars, soit le tiers de la somme dépensée en 1979-1980. Cela n'a rien à voir avec la dette. C'est tout ce qu'on a dépensé. Et pourtant, il y a eu l'inflation dans l'intervalle. Si le gouvernement avait dépensé autant cette année qu'en 1979-1980, compte tenu de l'inflation, il aurait débloqué 142 millions de dollars pour Terre-Neuve.

Le ministre pourrait-il nous expliquer comment il se fait qu'on ait comprimé autant les dépenses dans une province aussi défavorisée? Peut-être pourrait-il en profiter pour nous expliquer pourquoi il n'a fait aucun cas du comité Everett, un comité composé de 21 sénateurs, qui a présenté l'année dernière une étude sur la politique du gouvernement en matière de développement régional? Le comité avait demandé au gouvernement de surseoir à sa décision de renoncer aux ententes-cadres de développement. Il s'est prononcé contre la suppression du ministère de l'Expansion économique régionale. Il a fait valoir que le gouvernement fédéral cherchait surtout à se mettre en évidence par ses mesures et qu'une telle attitude ne rapportait pas. Il a demandé aussi qui allait prendre la défense de la province la moins développée au Canada une fois que le MEER serait disparu. Il s'est dit inquiet de l'avenir. Il a rapporté que ce serait une grave erreur de mettre fin aux ententes-cadres de développement. Il a fait valoir que la réorganisation de l'appareil gouvernemental ne ferait pas grand-chose pour réduire les écarts économiques entre les régions, parce qu'elle avait été conçue pour tirer le meilleur parti possible des mégaprojets.

Toutes ces critiques ont été confirmées dans les faits en ce qui concerne Terre-Neuve et la région de l'Atlantique. Je voudrais que le ministre me dise pourquoi on a tant comprimé les dépenses à Terre-Neuve et pourquoi il n'a pas tenu compte du rapport du Sénat.

**M. Johnston:** Monsieur le Président, je rappelle au départ que j'ai tenu compte du rapport du Sénat. Mieux, je me suis rendu moi-même au Sénat pour discuter du rapport avec le comité. Lorsqu'on lit ce rapport, on voit bien qu'on n'a pas compris en quoi consistait la réorganisation des services du gouvernement. On n'a pas compris le rôle des coordinateurs en matière de développement économique, dont j'ai parlé justement ce matin. On a mal saisi les perspectives de développement économique qui existaient et les ententes-cadres de développement qui en découlaient.